



Hipatia Press
www.hipatiapress.com



Instructions for authors, subscriptions and further details:

<http://generos.hipatiapress.com>

Fonder une Famille en Temps d'Insécurité Économique : Une Comparaison France Allemagne

Marie-Thérèse Letablier¹
Anne Salles²

- 1) Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), Paris.
- 2) Université Paris IV Sorbonne, Paris

Date of publication: June 25th, 2012

To cite this article: Letablier, MT. and Salles, A. (2012). Fonder une famille en temps d'insécurité économique: une comparaison France Allemagne. *Multidisciplinary Journal of Gender Studies*, 1 (2), 119-155. doi:10.4471/generos.2012.07

To link this article: <http://dx.doi.org/10.4471/generos.2012.07>

PLEASE SCROLL DOWN FOR ARTICLE

The terms and conditions of use are related to the Open Journal System and to Creative Commons Non-Commercial and Non-Derivative License.

Founding a Family in Times of Economic Uncertainty: a Comparison France Germany

Marie-Thérèse Letablier
CNRS, Paris

Anne Salles
Université Paris, Panthéon Sorbonne

Abstract

If founding a family is generally considered within the natural order of things, the factors which have an influence on the personal decision are rather unknown. This article questions the possible effects of the economic uncertainty among young people upon the decision of having a child in France and in West Germany, two countries contrasting both from the point of view of fertility as well as in regards to the transitions towards adult age. The sociodemographic approach developed here is founded on a series of qualitative interviews conducted under similar conditions in both countries. The analysis shows that the perception of economic insecurity takes forms that change according to the institutional context and especially according to the gender conventions dominating in each country. This gender conventions lead us towards the social norms regarding parental roles, to the place of maternity and of paternity within the identity constructions both masculine and feminine, and to the social norms regarding children's care and education. From this it is derived that the way the social risk associated to the arrival of a child is experienced is higher in Germany than in France due to the value attached to the children and particularly to the cost implied by the model of "intensive maternity" that prevails in West Germany.

Keywords: gender roles, family, maternity

Fonder une Famille en Temps d'Insécurité Économique: une Comparaison France Allemagne

Marie-Thérèse Letablier
CNRS, Paris

Anne Salles
Université Paris, Panthéon Sorbonne

Résumé

Si fonder une famille est généralement considéré comme relevant de l'ordre naturel des choses, les facteurs qui influent sur la décision des individus restent mal connus. Cet article interroge les effets possibles de l'insécurité économique des jeunes sur la décision d'avoir un enfant en France et en Allemagne de l'ouest, deux pays contrastés tant du point de vue du régime de fécondité que des transitions vers l'âge adulte. L'approche sociodémographique développée ici se fonde sur un corpus d'entretiens qualitatifs réalisés dans des conditions similaires dans les deux pays. L'analyse montre que la perception de l'insécurité économique prend des formes variables selon le contexte institutionnel, et surtout selon les conventions de genre dominantes dans chaque pays. Ces conventions de genre renvoient aux normes sociales relatives aux rôles parentaux, à la place de la maternité et de la paternité dans les constructions identitaires masculines et féminines, et aux normes sociales relatives aux soins et à l'éducation des enfants. Il en ressort que le risque associé à la venue d'un enfant est vécu comme plus élevé en Allemagne qu'en France en raison de la valeur accordée à l'enfant et surtout du coût induit par le modèle de « maternité intensive » qui prévaut en Allemagne de l'ouest.

Mots-clés: rôles de genre, famille, maternité

Dans les sociétés occidentales, les calendriers de passage à l'âge adulte ont été profondément bouleversés par des phénomènes aussi divers que l'allongement des études, les difficultés d'accès au marché du travail, la difficile émancipation vis-à-vis des parents et l'allongement de la vie en couple avant d'envisager de fonder une famille. Jadis, l'accès à un emploi dès la fin de la scolarisation précédait de peu l'installation dans un logement indépendant, le mariage et la naissance du premier enfant. Tel n'est plus le cas aujourd'hui dans la plupart des pays occidentaux. Le temps des études s'est allongé comme aussi le temps de la jeunesse. Ce phénomène d'allongement de la jeunesse est commun à tous les pays occidentaux, alors même que le temps de la jeunesse est une étape majeure dans la construction identitaire des individus. Il se caractérise par un prolongement de la dépendance vis-à-vis des parents, par le maintien au foyer parental que l'on nomme parfois le phénomène « Tanguy » et par une dépendance économique due aux difficultés d'entrée sur le marché du travail et d'accès à un emploi stable et durable qui permette de faire des projets d'avenir et de s'émanciper. La décision de fonder une famille s'en trouve différée d'autant, mais selon des modalités variables selon les catégories sociales et les contextes institutionnels et culturels.

Si les effets de l'insécurité économique sur la formation de la famille ont fait l'objet de nombreuses recherches, force est de constater que les résultats ne sont pas convergents. La plupart de ces recherches explorent le lien entre insécurité économique et fécondité à partir de données quantitatives et d'une objectivation du phénomène d'insécurité. Nous proposons ici d'explorer ce lien à partir d'une enquête qualitative auprès d'un échantillon limité d'hommes et de femmes en âge d'avoir des enfants et résidant dans deux villes moyennes en France et en Allemagne de l'ouest. L'objectif est d'explorer comment le sentiment d'insécurité économique influe sur la décision d'avoir des enfants, que ce soit un premier enfant ou un enfant supplémentaire. En comparant la France et l'Allemagne, deux pays contrastés du point de vue du niveau de fécondité, des modalités d'entrée dans la vie adulte et des politiques d'aides à la conciliation entre travail et famille, nous analysons comment s'exprime et se manifeste le sentiment d'insécurité économique d'une part, et le rôle des institutions et des politiques dans

la réduction du risque que constitue un enfant pour un couple d'autre part. Nous cherchons aussi à explorer la dimension sexuée du ressenti de l'insécurité économique et la manière dont le genre structure les décisions de fonder une famille. La comparaison entre la France et l'Allemagne vise à examiner comment les normes sociales relatives à la maternité, la paternité et à l'éducation des enfants contribuent à modeler la perception de l'insécurité économique et in fine à influencer sur les décisions de fonder une famille.

Hypothèses

Après une diminution sensible, la fécondité connaît un redressement dans la plupart des pays occidentaux depuis la fin des années 1990. Ce rebond a été particulièrement sensible en France où le niveau de la fécondité atteint désormais deux enfants par femme en moyenne. Ce redressement a été moins sensible en Allemagne où le taux de fécondité reste au niveau très faible de 1,39 enfant par femme en 2010 (Thévenon & Luci, 2011). Constatant que c'est dans les pays les plus riches que la remontée est la plus perceptible, ces deux auteurs en imputent la cause à la hausse du niveau de vie. Toutefois, le redressement nettement plus limité en Allemagne qu'en France laisse supposer que d'autres facteurs interviennent pour expliquer ces différences. De fait, Thévenon et Luci (2011), à la suite d'autres auteurs (Fagnani, 2002; Letablier, 2008) observent également que la remontée de la fécondité est plus élevée dans les pays où les taux d'activité des mères sont les plus élevés. Dans les pays où le conflit entre vie professionnelle et vie familiale est atténué, la décision d'avoir des enfants semble moins difficile. La poursuite de l'activité professionnelle concourt à la sécurisation du ménage en évitant une chute de revenu d'une part, et en n'affectant pas les projets de carrière à long terme d'autre part. La naissance d'un enfant ne vient pas contrecarrer la trajectoire d'autonomie des femmes liée au fait d'avoir un emploi et de pouvoir espérer valoriser l'investissement dans les études et la formation par une carrière. En préservant l'autonomie des femmes au sein du ménage, la poursuite de l'activité professionnelle n'est pas vue comme antagonique avec le fait d'avoir des enfants. En d'autres termes, le niveau de fécondité serait

moins déterminé par la situation économique du pays que par la situation économique et financière du couple. Nous formulons l'hypothèse que le revenu apporté par le travail de la femme sécurise la situation économique du ménage et réduit d'autant le risque associé à la venue d'un enfant, en d'autres termes que les effets, réels ou anticipés des politiques de conciliation et de sécurisation des parcours professionnels, notamment à l'entrée dans la vie active, influent sur la décision de devenir parent. Les entretiens qualitatifs permettront de cerner la manière dont les individus, hommes et femmes, perçoivent les aides de l'Etat, et, par ricochet, le coût d'un enfant, ainsi que la manière dont ils pensent jongler avec ce risque dans un contexte de précarité professionnelle et économique.

La seconde hypothèse est que la politique de conciliation, l'offre d'accueil des enfants ne contribuent à réduire le risque lié à la venue d'un enfant pour le couple qu'à la condition qu'elles reflètent le modèle culturel d'éducation et de prise en charge des enfants véhiculé dans le pays. Nous émettons l'hypothèse que, dans les pays caractérisés par un partage traditionnel des tâches parentales, le coût de l'enfant est plus élevé, indépendamment des politiques familiales, car le renoncement au moins partiel à un salaire suite à l'arrivée d'un enfant s'explique moins par les politiques publiques que par les représentations des rôles parentaux. Il en ressort que l'impact de l'insécurité économique est sans doute plus fortement ressenti par les hommes dans les sociétés qui attribuent un rôle économique dominant au père, c'est-à-dire dans les sociétés où perdure le « male breadwinner model ».

La première partie de cet article sera consacrée à une revue de littérature sur les implications de l'insécurité économique sur les décisions de fécondité, ainsi que la méthodologie de l'enquête et les caractéristiques des deux pays quant à la situation de la fécondité d'une part et de la situation des jeunes hommes et femmes sur le marché du travail d'autre part. Les résultats de l'enquête qualitative seront présentés dans la seconde partie consacrée à la perception de l'enfant comme risque pour le ménage, puis aux effets aux effets des normes relatives à l'éducation des enfants et aux rôles des pères et des mères sur la décision de devenir parent.

Insécurité économique et formation de la famille: une relation complexe

La plupart des recherches qui tentent d'établir un lien entre insécurité économique et fécondité reposent sur une définition objectivée de l'insécurité économique construite à partir d'indicateurs relatifs à l'incertitude sur le marché du travail, à la précarité des statuts d'emploi, au contexte économique général. Ces recherches prennent plus rarement en considération le ressenti des individus délaissant ainsi une approche plus subjective de l'insécurité économique.

Effets du contexte économique et difficultés à se projeter dans le futur

Le contexte économique général affecte le sentiment d'insécurité des individus comme aussi leur situation réelle qui découle de l'incertitude sur le marché du travail, du chômage, des statuts précaires d'emploi et d'une détérioration de la qualité du travail. En outre, la dynamique de flexibilité affecte l'emploi et le travail dans tous les pays occidentaux, questionnant non seulement les systèmes de protection sociale fondés sur l'assurance, mais aussi les attitudes et comportements des individus et en particulier ceux concernant les décisions de devenir parent et de fonder une famille.

En général, l'impact des crises économiques sur les décisions de fécondité est plus élevé dans les pays qui investissent peu dans la politique familiale, car les politiques de soutien à la parentalité contribuent à atténuer le sentiment d'insécurité, notamment à l'âge de devenir parent. De fait, une étude récente sur la France, pays qui se caractérise précisément par une politique familiale active, montre que la crise économique n'a pas eu d'effet global sur le niveau de la fécondité, mais seulement un effet de report suivi d'un effet de rattrapage (Pison, 2011; Pailhé, 2010).

Effets de chômage et de la précarité de l'emploi sur les intentions de fécondité

Les résultats de l'enquête sur les intentions de fécondité menée en France en 1998, puis en 2001 et en 2003, indiquent que les intentions

prédisent mal la fécondité à venir car d'autres facteurs entrent en jeu dans la décision d'avoir un enfant comme l'âge, la situation de couple, la durée de l'union et le nombre d'enfants déjà nés (Toulemon & Testa, 2005). Hormis ces facteurs démographiques, des facteurs plus sociaux interviennent comme la situation d'emploi, les ressources du ménage, le niveau d'instruction. Toulemon et Testa (2005) estiment que la fécondité effective est maximale lorsque les deux conjoints, cohabitant ou mariés, travaillent, mais recule fortement lorsque l'un d'eux est au chômage. D'autres études font un constat plus nuancé, soulignant que le chômage peut avoir un effet négatif ou positif sur les projets de fécondité selon les caractéristiques démographiques et sociales des individus, et notamment selon le sexe, l'âge et le niveau de diplôme. L'effet peut être plus négatif chez les hommes que chez les femmes, dans les sociétés où domine une répartition traditionnelle des tâches parentales et domestiques. Cela ressort du cas de l'Allemagne où 41,6% des femmes en congé parental étaient inactives avant la naissance de leur enfant en 2010, contre 16,4% des hommes (Statistisches Bundesamt, 2011)². On en déduit que l'absence d'activité professionnelle n'est pas nécessairement perçue chez les femmes comme un frein à la concrétisation de projets de fécondité. L'effet du chômage dépend de l'âge des chômeurs-euses. Les femmes plus jeunes ont tendance à reporter leurs projets d'enfant tandis que les plus âgées au contraire l'accélèrent (Méron & Widmer, 2002). Ce comportement est modulé par le niveau de qualification : en situation de chômage, les femmes les plus qualifiées tendent à reporter leur projet d'enfant tandis que les moins qualifiées sont plus enclines à saisir cette opportunité pour réaliser leur projet (Pailhé & Solaz, 2011). En d'autres termes, le chômage retarde la réalisation de projets de fécondité si les perspectives de retrouver un emploi à court terme sont bonnes - ce qui est plus souvent le cas pour les personnes les plus diplômées - et accélère la concrétisation des projets si les perspectives de trouver un emploi sont faibles (Kreyenfeld, 2005; Kreyenfeld, 2010). Néanmoins, le sentiment d'insécurité économique peut être atténué par la confiance mise dans les politiques assurant une certaine sécurisation des parcours professionnels.

D'autres recherches ont montré que l'effet de la précarité de l'emploi sur la décision d'avoir un enfant varie d'une région à l'autre selon la

perception qu'ont les individus de l'importance d'avoir un emploi stable (Bernardi et al., 2008). Comparant les contextes dans lesquels se prennent les décisions d'avoir un enfant en Allemagne de l'ouest et en Allemagne de l'est, ces auteurs concluent à un effet contrasté de la précarité de l'emploi sur les décisions. Alors que la stabilité de l'emploi apparaît comme un facteur déterminant dans les parcours de parentalité et dans la réussite des parcours de vie en Allemagne de l'ouest, tel est moins le cas à l'est où les deux engagements dans l'emploi et dans la parentalité peuvent être menés simultanément et non successivement. Si à l'ouest, avoir un emploi et un revenu stables permettant de sécuriser le parcours de vie est une condition préalable pour fonder une famille, c'est moins le cas à l'est où les couples ont une vision moins linéaire des étapes de leur vie (Brachet et al., 2010). Selon Bernardi et al. (2008), le modèle fordiste des Trente Glorieuses (un emploi pour la vie, surtout pour le pourvoyeur économique de la famille) continuerait d'imprégner les représentations du travail et de la famille en Allemagne de l'ouest, alors que les Allemands de l'est sont plus enclins à développer des stratégies d'adaptation à la précarité.

Au total, cette rapide revue de littérature montre que les implications de l'insécurité économique sur la formation de la famille sont contrastées. Il s'ensuit que plus que l'insécurité économique elle-même, c'est l'incertitude face à l'avenir qui inhibe la formulation de projets. Plus que la situation de chômage elle-même, c'est la perspective de trouver un emploi stable, convenablement rémunéré, qui réduit le sentiment d'insécurité. La littérature souligne également l'importance du contexte institutionnel et politique dans lequel les individus prennent leurs décisions. En d'autres termes, la perception qu'ont les individus de l'insécurité est plus susceptible de moduler leurs décisions que leur situation objective. La méthodologie d'enquête adoptée pour cette étude vise à recueillir cette approche subjective.

Méthodologie : Une approche qualitative des décisions de fécondité

L'enquête qualitative constitue l'un des volets d'une recherche sur les décisions de fécondité (Reproductive decisions analysis – REPRO) financée par l'Union Européenne. L'approche qualitative vise à cerner la manière dont les individus formulent leurs intentions d'avoir (ou non) un enfant et les obstacles à la réalisation de ces intentions. Elle cherche

ainsi à recueillir les perceptions de l'insécurité économique, ainsi que les justifications données aux comportements. Elle permet de cerner les attitudes, les normes, les valeurs relatives à la parentalité ainsi que les phases du processus de décision, la détermination des priorités, les obstacles et les incitations à agir. L'enquête qualitative a été menée dans six pays sur la base d'une grille d'entretien commune et d'un échantillon le plus proche possible. Les résultats présentés ici concernent la France et l'Allemagne de l'ouest. L'enquête a d'abord été menée en Allemagne en 2004-05 par l'Institut Max Planck de Rostock, puis a été répliquée en 2006-07 en France par l'Institut national d'études démographiques. Le matériel qualitatif compte 34 entretiens en Allemagne de l'ouest et 27 en France³. Les répondants allemands ont tous fréquenté un établissement d'études secondaires à Lübeck en 1994 et les Français ont effectué leurs études secondaires dans la ville de Poitiers en 1995-1996. L'échantillon comprend autant d'hommes que de femmes, avec ou sans enfants, âgés de 28 à 37 ans au moment de l'enquête. Les personnes enquêtées présentent un niveau de scolarité comparable dans les deux pays (baccalauréat professionnel ou général en France, diplôme de fin de seconde ou baccalauréat en Allemagne). Les entretiens effectués sont du type biographique semi-directif : à partir de quelques questions et de relances, les répondants ont raconté, selon leur propre logique, leur trajectoire professionnelle, conjugale, reproductive, ainsi que leur histoire familiale. Les dispositifs de mode de garde, s'ils ont des enfants, la répartition des rôles dans le couple, et leur entourage social ont aussi été explorés en détail. Un bref questionnaire relevant les caractéristiques sociodémographiques des répondants complète les entretiens.

Faire famille en France et Allemagne de l'ouest

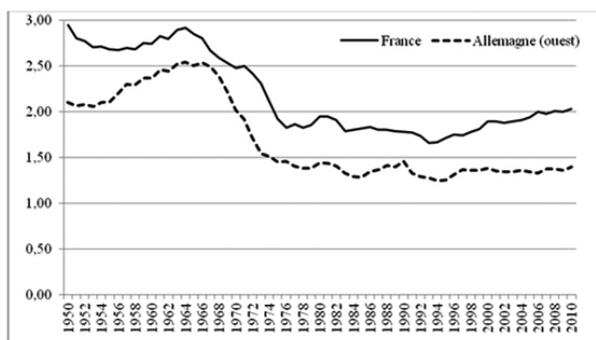
La France et l'Allemagne représentent deux tendances de la fécondité en Europe. En France, le niveau de la fécondité reste élevé en dépit de l'arrivée tardive des premières naissances (Régnier-Loilier, 2007). En Allemagne de l'ouest, le niveau de la fécondité est très bas et les comportements se polarisent autour de deux schémas : aucun enfant ou plus d'un enfant (Dorbritz, 2008, p. 560). Les deux pays appartiennent au groupe des pays « conservateurs corporatistes » selon la classification d'Esping-Andersen (1990), caractérisés par une protection

sociale accordée aux individus ayant cotisé, donc travaillé, et à leurs conjoints et enfants à charge.

Les deux pays se différencient toutefois par une convention de genre plus spécialisée et différentialiste en Allemagne qu'en France où le développement de l'école maternelle et de modes d'accueil pour les enfants a permis aux mères de combiner travail et maternité, atténuant ainsi le modèle familial du « male breadwinner » (Lewis, 1992). Néanmoins, en dépit d'un maintien dans l'emploi plus fréquent en France, et plus souvent à temps complet qu'en Allemagne, les inégalités hommes-femmes perdurent dans les deux pays, les femmes assumant l'essentiel des tâches parentales et domestiques. De fait, l'engagement professionnel des femmes ne se traduit pas en France par un investissement accru des pères dans l'éducation des enfants (Brachet & Salles, 2011).

Deux régimes contrastés de fécondité et de formation de la famille

Avec deux enfants en moyenne par femme en 2010, la France enregistre l'un des niveaux de fécondité les plus élevés dans les pays de l'UE tandis qu'avec un peu moins de 1,4 enfant par femme, l'Allemagne enregistre l'un des plus bas. Si l'évolution de la fécondité a suivi une évolution parallèle dans les deux pays, le niveau est toujours plus élevé en France, et l'écart s'est accru au cours des quinze dernières années en raison du redressement de la fécondité plus marqué en France qu'en Allemagne (Graphique 1).



Graphique 1: Evolution de la fécondité en France et en Allemagne depuis 1950

Source: INSEE et Office fédéral des statistiques

Comme dans tous les pays européens, la formation de la famille survient plus tardivement, en France comme en Allemagne. Le prolongement des études d'une part, et la vie en couple avant d'avoir des enfants d'autre part, se conjuguent pour expliquer le recul de l'âge moyen à la première maternité, lequel se situe autour de trente ans en France et un peu plus tôt en Allemagne. Cet âge varie avec le niveau d'éducation : les femmes et les hommes les plus diplômés ont leur premier enfant plus tard que les femmes les moins diplômées. Conséquence de la baisse de la fécondité, la taille des familles tend à se réduire, mais cette réduction est plus prononcée en Allemagne de l'ouest où le nombre de femmes qui restent sans enfant est sensiblement plus élevé qu'en France, surtout parmi les femmes les plus diplômées. Selon les résultats du micro-recensement de 2008, la part de femmes sans enfant est passée de 11,4% (femmes nées entre 1933 et 1938) à 22,4% (femmes nées entre 1964 et 1968) en Allemagne de l'ouest, et de 8,8% à 10,8% à l'est dans le même temps (Statistisches Bundesamt, 2009). L'infécondité reste plus rare en France où un peu plus d'une femme sur 10 parmi les générations 1930-1960 est restée sans enfant (Breton & Prioux, 2009). L'infécondité masculine reste cependant plus élevée que l'infécondité féminine dans les deux pays, proche du double dans les générations 1960.

Les intentions de fécondité ont beaucoup baissé en Allemagne alors qu'elles se maintiennent à un niveau élevé en France (respectivement 1,7 et 2,3 enfants en moyenne pour les 20-39 ans⁴). L'écart entre hommes et femmes est plus grand en Allemagne de l'ouest qu'en France, les intentions de fécondité étant plus limitées pour les hommes que pour les femmes en Allemagne alors qu'elles sont similaires en France (Dorbritz et al., 2005; Regnier-Loilier, 2007). Cet écart entre les intentions des hommes et des femmes en Allemagne pourrait être un effet de l'incidence différente du modèle familial du male breadwinner dans les deux pays, et en particulier au fait que la responsabilité du pourvoi économique de la famille incombe davantage aux hommes en Allemagne qu'en France. Mais il peut aussi résulter de ce que certains auteurs appellent une « childfree » culture qui caractériserait davantage les hommes que les femmes (Salles et al., 2010).

Des transitions vers l'âge adulte plus précaires en France ?

Cet état de la fécondité dans les deux pays peut paraître paradoxal au regard des taux de chômage des jeunes sensiblement plus élevés en France qu'en Allemagne, qui pourrait laisser penser que les difficultés rencontrées sur le marché du travail à l'âge de la formation de la famille conduisent à un report de la formation de la famille en France. En France, le taux d'activité des jeunes est faible et leur taux de chômage élevé, ce qui tend à retarder l'âge de l'émancipation familiale. Du fait du système éducatif plus professionnel en Allemagne, les taux d'activité des jeunes sont plus élevés outre-Rhin et les jeunes moins touchés par le chômage. La confrontation des situations observées dans les deux pays quant au lien entre insécurité économique et fécondité recèle par conséquent un certain paradoxe.

Si dans les deux pays on observe un allongement des études ainsi qu'un allongement des transitions entre la fin des études et l'obtention d'un emploi stable, les parcours d'insertion dans l'emploi diffèrent pour les jeunes hommes et les jeunes femmes. Les taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans sont plus élevés que ceux des 25-44 ans, signalant les difficultés particulières d'entrée sur le marché du travail. Ces taux sont toutefois plus élevés pour les jeunes en France qu'en Allemagne pour les tranches d'âge comprises entre 15 et 34 ans, avec des différences entre hommes et femmes : excepté pour la tranche d'âge 20-24 ans, les jeunes femmes sont plus souvent au chômage que les jeunes hommes en France alors que c'est plutôt l'inverse en Allemagne (tableau 1).

Tableau 1

Taux de chômage par tranche d'âge en France et en Allemagne, 2009

	15-19		20-24		25-29		30-34	
	Men	Women	Men	Women	Men	Women	Men	Women
France	26.9	34.1	22.6	19.3	11.5	11.9	7.9	9.3
Allemagne	10.7	11.9	12.5	9.1	10.7	7.8	7.8	7.4

Source: OCDE.

Cela étant, les taux de participation à l'emploi diffèrent sensiblement entre les deux pays. Si l'on considère la tranche d'âge 25-29 ans, on observe que 82,3% des femmes en France et 77,4% en Allemagne sont sur le marché du travail contre respectivement 93,1% et 87% des hommes. Et si l'on considère la tranche d'âge 30-34 ans, l'écart entre les femmes se maintient (81,4% en France et 78% en Allemagne) alors qu'il se réduit entre les hommes (96,2% et 94,5%). On peut en déduire que les femmes, comme aussi les hommes, entrent plus tôt sur le marché du travail en Allemagne mais y sont moins nombreuses dès lors que les enfants arrivent (*données OCDE, 2010*). De fait, encore aujourd'hui, seules 29% des mères d'enfants de moins de trois ans travaillent outre-Rhin (*Rübenach, 2010*).

La précarité de l'emploi est un autre indicateur de l'insécurité économique que vivent les jeunes dans les deux pays. La précarité est mesurée par l'incidence des contrats à durée déterminée et du temps partiel imposé. Dans l'ensemble, les jeunes sont davantage concernés que les adultes par les contrats temporaires d'emploi, les hommes plus que les femmes et les moins diplômés davantage que les plus diplômés. Le travail à temps partiel, souvent associé à un moyen de conciliation entre travail et famille, est plutôt synonyme de précarité et d'insécurité

lorsqu'il est imposé au salarié. La plupart des emplois aidés destinés à faciliter la transition vers l'emploi des jeunes adultes sont des emplois à temps partiel. Globalement, le travail à temps partiel est plus répandu en Allemagne qu'en France, représentant respectivement 21,9% et 13,3% de l'emploi total (OECD, 2010). Cette forme d'emploi n'a pas la même incidence sur les hommes et les femmes. Alors que la proportion de femmes à temps partiel tend à diminuer avec l'âge en France, elle tend au contraire à augmenter en Allemagne. La proportion de travail à temps partiel involontaire dans l'ensemble du temps partiel est plus élevée en France que dans la plupart des pays européens, contrastant avec l'Allemagne où il est plus souvent associé à des modules formation-emploi. Ainsi 60% des 15-24 ans en Allemagne et 18% en France invoquent la formation et l'apprentissage pour justifier leur emploi à temps partiel. A l'opposé, 26% en Allemagne indiquent qu'ils n'ont pas pu trouver un emploi à temps complet contre 58% en France (Letablier & Salles, 2011). Ces données indiquent que le travail à temps partiel est souvent une forme de sous-emploi en France, en particulier pour les jeunes, alors qu'en Allemagne, c'est une forme d'emploi plus courante, en particulier pour les mères qui occupent des mini-jobs⁵.

Ce rapide survol des transitions à l'entrée sur le marché du travail indique que les parcours d'entrée dans le monde adulte sont fortement structurés par le système éducatif. En Allemagne, ce passage est scandé par des étapes bien définies: un emploi stable, une résidence indépendante et un couple stable. L'arrivée du premier enfant est l'ultime étape du parcours. Toutes les étapes doivent être franchies pour passer de l'intention à la réalisation du projet d'enfant. Toutefois, la réalisation de ce parcours type se heurte à des aléas que sont le changement de partenaire, la reprise d'études ou un changement d'orientation professionnelle⁶. Côté français, les parcours sont davantage marqués par la nécessité d'investir dans le capital humain en prolongeant les études le plus loin possible. La course au diplôme ainsi engagée va de pair avec un report de l'âge de l'émancipation familiale. Le sentiment d'urgence est très prégnant pour les jeunes en France où le maître mot est « s'intégrer » (Van de Velde, 2008). Il faut s'insérer vite, premier enfant reste fortement connectée à la fin des études et à une fois pour toutes et pour la vie. S'intégrer, c'est d'abord accéder à un emploi

stable, au moins pour l'un des membres du couple. La venue du l'accès à un statut professionnel sécurisant. En Allemagne, la venue du premier enfant est plutôt articulée au niveau de revenu: il convient de « bien gagner sa vie » pour ne manquer de rien. Cette différence dans la représentation de la transition vers l'âge adulte se retrouve dans la perception de ce qu'un enfant peut changer dans la vie d'un couple.

Insécurité économique et décisions de fécondité

Le sentiment d'insécurité économique généré par la précarité de l'emploi en début de vie active, rend difficile la transition entre fin des études et entrée dans la vie active, créant une incertitude quant à l'avenir et s'opposant à la formulation de projets d'enfants. La plupart des répondants mentionnent cette difficulté à se projeter dans l'avenir, à écrire le scénario de leur vie future tout en ayant l'idée qu'il ne « faut pas traîner ». Plusieurs femmes se disent impatientes de trouver un travail, de préférence un contrat à durée indéterminée, pour pouvoir être autonomes, faire de « vrais » projets, c'est-à-dire envisager de fonder une famille. Pour la plupart des répondants dans les deux pays, la sécurité de l'emploi et du revenu sont des pré-requis pour envisager la fondation d'une famille :

Des moyens matériels. Il faut quand même avoir un peu d'argent pour faire vivre un enfant... c'est pas... parce que les aides sociales, c'est pas fait pour un enfant, même s'il y a des petites aides pour les familles nombreuses... Je pense qu'il faut avoir un métier, il ne faut pas être comme moi en ce moment, je ne sais pas ce que je vais faire dans trois mois. Moi, pour l'instant je suis au chômage, c'est vrai que c'est difficile de... Pour moi, c'est d'avoir déjà un poste fixe, un revenu... Un revenu constant pour les deux parents et après on fait en fonction de ce qu'on a puisqu'on sait qu'on a ça tous les mois donc, après on s'organise. C'est ça qui fait qu'on attend. » (Jérémy, 28 ans, en couple cohabitant, sans enfant, chimiste).

Pour plusieurs répondants en France, l'instabilité de l'emploi en début de vie active justifie le report de la première naissance comme l'explique Camille (29 ans, mariée, deux enfants, professeur des écoles):

Si on avait eu des professions plus tôt, je suis sûre que j'aurais eu des enfants plus tôt. Là on a attendu d'être stables, mais sinon on aurait eu des enfants plus tôt parce qu'on avait vraiment envie.

La notion de sécurité économique s'énonce différemment en France et en Allemagne, mettant en relief l'importance du contexte dans la manière dont elle est ressentie et mobilisée dans les décisions. En France, elle s'énonce moins en termes économiques stricto sensu qu'en termes d'incertitude face à l'avenir. L'idée d'une transition à faire est présente chez la plupart des répondants, femmes et hommes. Pour la plupart des répondants français, ce qui importe, c'est d'avoir un emploi stable qui permette de réduire l'incertitude face à l'avenir. Si une certaine précarité de l'emploi est acceptable lors de l'entrée dans la vie active, elle ne l'est plus dès lors que se forme l'intention de devenir parent :

L'intérim, c'était un choix. Mais à trente ans, ça fait réfléchir... Peut-être plus les femmes que les hommes d'ailleurs, parce qu'on a des contraintes de délais, j'ai envie de dire. Et maintenant je me suis rendue compte quand-même que si je veux construire quelque chose, il faut avoir un CDI (contrat à durée indéterminée). Ça me motive pour chercher un CDI [...]. Donc pour pouvoir continuer à vivre et pour pouvoir construire quelque chose, je me mets à chercher un CDI, même si ça ne m'enchant pas de rester toujours dans la même société et avec les mêmes gens, à faire le même travail. J'ai peur de m'ennuyer et d'avoir des contraintes trop importantes. Mais c'est obligé ». (Justine, 30 ans, en couple non cohabitant, assistante commerciale en intérim)

En Allemagne aussi, plusieurs conditions doivent être réunies avant de décider d'avoir un enfant, mais les exigences semblent plus fortes encore qu'en France car à la stabilité de l'emploi s'ajoute l'idée qu'il faut « être installé ». L'enfant apparaît comme l'étape ultime du parcours et doit arriver dans un environnement confortable.

Cette vision se traduit par l'usage d'un vocabulaire référé à la chronologie: « d'abord (...) puis ». Jens, le mari de Franziska, estime ainsi que les choses doivent se faire dans l'ordre : « c'est A, puis B, puis C » (30 ans, marié, un enfant, avocat, en congé parental). L'emploi de formules telles que « chaque chose en son temps » ou « une chose après l'autre » sont courantes. De nombreux répondants qui se situent au milieu de ce parcours estiment que les conditions ne sont pas encore remplies pour avoir un enfant, comme Paula par exemple qui est mariée, a un bon emploi, habite un bel appartement, mais dont le mari ne gagne pas assez pour leur permettre d'avoir une maison, et pour subvenir à une famille. En d'autres termes, un enfant, cela ne s'improvise pas : il faut être « installé », avoir une « base sur laquelle on peut construire ». De nombreux répondants utilisent les termes de « planifier » ou d' « organiser ». Tilman (37 ans, marié, un enfant, vendeur de voitures) souligne ainsi que, dans leur cas, « tout a été plus ou moins planifié ». Et pour Nina (30 ans, en couple, sans enfant, étudiante) : « tout doit s'articuler parfaitement ».

Néanmoins, certains répondants estiment, en France comme en Allemagne, qu'il faut se lancer, même si toutes les conditions ne sont pas réunies. Certains répondants allemands estiment en effet qu'il y aura toujours des obstacles à la décision d'avoir un enfant, comme un projet de voyage ou des opportunités professionnelles et qu'il faut par conséquent passer outre. En d'autres termes, comme dans le cas de Franziska, qui a eu son premier enfant avant d'avoir fini ses études, le souhait d'avoir un enfant peut primer sur la situation professionnelle et financière.

Deux perceptions contrastées du coût des enfants

Plus que les Français, les répondants allemands associent les enfants à un coût financier élevé, comme le montre la comparaison de Martin: « Une Ford coûte 20.000 €, et le petit bout qui s'annonce coûte aussi 20000 €, donc, il s'agit vraiment de décider où on investit son argent. » (29 ans, fiancé, sans enfant, technico-commercial). En d'autres termes, l'enfant représente « un risque social », même pour Dorothea (27 ans, mariée, sans enfant, étudiante) et Inge (30 ans, mariée, un enfant, en congé parental) qui bénéficient pourtant d'une situation financière solide

et souhaitent toutes les deux avoir plusieurs enfants. Alors que cet aspect est peu présent dans les entretiens français, il y a une sorte de consensus parmi les enquêtés allemands sur le risque que font peser les enfants sur le niveau de vie, voire sur la position sociale des parents. Le propos de Julia exprime précisément ce risque, l'enfant étant assimilé à une punition: « Si vous avez un enfant, vous descendez dans l'échelle sociale. Vous avez moins d'argent chaque mois, vous ne trouvez pas de place dans les jardins d'enfants. En fait, vous êtes punis » (34 ans, célibataire, sans enfant, assistante dentaire). Ce sentiment est aussi exprimé par Arno (30 ans, en couple non cohabitant, sans enfant, chargé de communication) pour qui avoir un enfant signifie « être dégradé socialement ».

En d'autres termes, l'enfant est perçu comme un risque sur le plan matériel et financier, et ce d'autant plus que les attentes des répondants allemands à l'égard des besoins de l'enfant sont particulièrement élevés. Arno souligne ainsi qu' « il faut pouvoir offrir un certain niveau de vie à son enfant » (30 ans, en couple non cohabitant, sans enfant, chargé de communication). Lui-même estime ne pas en être capable étant insatisfait de son niveau de revenu; et il confirme dans le questionnaire renvoyé en 2009 qu'il ne souhaite pas avoir d'enfant. D'une manière générale, les répondants allemands ont une représentation des besoins des enfants fortement associée à l'idée que les enfants ont un coût élevé, en termes financiers directs comme en termes symboliques. Nina l'exprime ainsi : « Je dois savoir que je peux l'héberger, qu'il peut dormir quelque part, que je peux le nourrir correctement et que je peux lui offrir un certain niveau de vie – entre guillemets. (...) C'est le côté matériel; côté émotionnel, je dirais oui tout de suite, mais pour moi, il faut aussi que le côté matériel colle (...) et pour le moment, ça ne colle pas encore » (30 ans, en couple, sans enfant, étudiante). Pour Mélanie (33 ans, factrice, mariée, un fils de six ans) c'est la même chose :

Nous savons qu'il est très gâté. (...) Beaucoup disent que sa chambre, c'est le salon de notre appartement, elle fait presque 30 m². Mais nous on dit qu'un enfant de cet âge a besoin de beaucoup de place. Et il a besoin de beaucoup de jouets et il a besoin de l'assurance qu'il y a quand même quelqu'un qui est là pour s'occuper de lui.

Dans la mesure où l'enfant est perçu comme un « bien précieux » (Zelizer, 1994) dans lequel les parents investissent, voire surinvestissent, dans la mesure où il est « sacralisé », l'enfant requiert non seulement les biens de consommation les plus valorisants, mais aussi toute l'attention des parents les conduisant à faire le vide autour d'eux pour se concentrer sur lui, et ce faisant à renoncer à une certaine forme de vie sociale. Ce niveau élevé d'exigences observé en Allemagne a des implications, non seulement sur les conditions à réunir pour avoir un enfant - en particulier sur le plan économique et financier -, mais aussi sur le moment d'avoir un enfant et sur le nombre d'enfants souhaité. Ce sont en effet les répondants qui déclarent ne pas souhaiter d'enfants qui présentent le niveau d'exigence le plus élevé, estimant que leur enfant ne pourrait être pris en charge par quelqu'un d'autre que ses parents, ce qui implique un arrêt d'activité pour la mère pendant au moins trois ans et l'idée qu'elle se met complètement au service de son enfant. Maïke (31 ans, en couple, sans enfant, étudiante) indique ainsi que, si elle devait avoir un enfant, elle souhaiterait s'y consacrer « à cent pour cent ». En conséquence, l'enfant se trouve associé à l'idée de restrictions, de sacrifices, tant sur le plan professionnel que privé, comme le souligne Nadia: « je ne veux pas d'enfant, parce que je veux conserver ma liberté et mon indépendance » (31 ans, en couple non cohabitant, sans enfant, employée). L'arrivée d'un enfant est synonyme de rupture. Si certains perçoivent ce bouleversement comme « positif », d'autres y voient surtout un risque d'appauvrissement, de « déchéance sociale ».

Côté français, la venue d'un enfant est moins souvent ressentie comme un risque, et a fortiori comme un risque de déclassement social. L'idée qui domine est que lorsqu'on est prêt, c'est-à-dire lorsqu'on est un couple stable et que l'on a des perspectives d'emploi stable, le projet d'enfant peut être réalisé sans que tout soit parfaitement maîtrisé. Pour autant, le fait que pour les répondants français, l'enfant soit rarement associé à la notion de risque, économique et social, peut être relié au contexte, c'est-à-dire à la « forte pression sociale à concevoir » qui existe en France (Mazuy & Rosée, 2008). Cette pression, enracinée dans la tradition nataliste française, a contribué à forger des normes relatives à la procréation. Elle se manifeste dans les attitudes, notamment à l'égard des couples sans enfants. Alors que peu de Français en couple

s'imaginent sans enfants, tel n'est pas le cas pour les Allemands de l'ouest pour qui avoir des enfants n'est pas nécessairement une source de bonheur et de réalisation de soi comme le suggère Ulrich Beck et Elisabeth Beck-Gernsheim qui attribuent cette attitude au développement de l'individualisme dans les sociétés post modernes (Beck & Beck-Gernsheim, 2002).

Un coût d'opportunité plus élevé en Allemagne qu'en France

Le coût des enfants n'est pas seulement évalué à l'aune des coûts directs liés à leurs besoins réels ou supposés, il est aussi évalué en référence aux coûts d'opportunité, c'est-à-dire au coût induit par le retrait, total ou partiel, du marché du travail de la mère et à son effet sur le revenu du ménage. Plus qu'en France, les mères allemandes interrompent leur activité professionnelle après la naissance d'un enfant en prenant un congé parental. Elles reprennent ensuite à temps partiel, voire avec un « mini-job ». Ce comportement traduit une tension forte entre maternité et travail qu'expriment plusieurs répondantes :

Dans 20 ans, j'aurai presque cinquante ans. Il y a deux possibilités. Soit j'ai encore une relation du même type qu'aujourd'hui, mais je suis responsable administrative... j'ai un super boulot, je vis pour ce boulot et je poursuis ma relation telle qu'elle est, ce serait une possibilité. Et l'autre possibilité, mes enfants sont presque adultes. RIT et j'ai repris le travail, mais pas comme responsable administrative, mais sans doute toujours comme employée administrative, et c'est bien aussi. (Anja, 29 ans, en couple non cohabitant, sans enfant, employée aux ressources humaines).

Ce témoignage met en lumière à quel point le coût d'opportunité peut être élevé. Car il ne s'agit pas seulement de renoncer totalement ou partiellement à un salaire pour une durée plus ou moins longue - et un salaire qui peut être élevé pour des individus très qualifiés -, mais aussi de sacrifier des perspectives de carrière. En conséquence, plus le niveau d'études est élevé plus le coût d'opportunité des enfants l'est aussi. Il n'est donc pas surprenant de constater que le pourcentage de mères de trois enfants et plus est le plus faible chez les femmes les plus qualifiées, en France comme en Allemagne. Parmi les femmes

ayant un niveau d'études élevé, nées entre 1950 et 1959, 17,6% ont trois enfants et plus dans l'ouest de l'Allemagne contre un taux de 27,7% en France (calculé par Hornung, 2011).

Néanmoins, la proportion de familles nombreuses est sensiblement plus élevée en France qu'en Allemagne. En France, les coûts d'opportunité sont en effet plus faibles, et sont ressentis comme tels en raison du soutien que reçoivent les parents qui travaillent pour faire garder leurs enfants, ce qui réduit sensiblement les coûts de garde. Aussi, il n'est pas surprenant de constater que les enquêtés focalisent leur propos sur l'accès au mode d'accueil comme étant leur préoccupation majeure, surtout dans la perspective d'un retour rapide à l'emploi. Contrairement aux Allemandes, les répondantes françaises ne se voient pas « rester à la maison » pour s'occuper de leurs enfants:

Q : Si vous avez un enfant vous aimeriez arrêter de travailler pour vous en occuper ?

R : Non, non. Non, je ne crois pas parce que travailler c'est aussi avoir une vie sociale dont je ne pourrais pas me passer. Moi, je ne serais pas prête à tout laisser tomber pour m'occuper de mon enfant, parce que cela ne serait pas très bon pour l'enfant... Avoir une mère qui travaille c'est aussi couper un peu le cordon entre la mère et l'enfant et le laisser grandir, avoir son autonomie... Mais à côté de ça, moi, je ne pourrais pas me passer ni de la vie sociale, ni des contacts qu'on peut avoir avec les gens à travers le travail quoi. »
(Ariane, 30 ans, célibataire sans enfants, chargée de clientèle).

Ainsi, l'idée d'arrêter de travailler, parfois même temporairement est difficilement envisageable, que ce soit en raison du salaire apporté au ménage, de la vie sociale, ou encore en raison des avantages offerts par l'entreprise :

Si je peux, enfin si on peut au niveau des ressources financières, j'aimerais bien être à 80%, ça me laisserait une journée dans la semaine où je pourrais m'occuper de mon enfant et être avec lui, au moins les trois premières années. Et puis moi je travaille dans une boîte qui vraiment fait tout pour ça aussi. On a des contrats de travail à 80%, on a des contrats où on peut travailler 80% d'un temps plein jusqu'à

six ans. Ils font tout aussi pour privilégier la vie de famille, donc au niveau professionnel je pense que ce sera la grande évolution. » (Karine, 29 ans, en couple cohabitant, sans enfant, manager clientèle).

Alors que les enquêtés français intègrent dans leur jugement le fait que les enfants sont pris en charge dans les structures comme les écoles maternelles, leur permettant ainsi de poursuivre leur activité professionnelle, tel n'est pas le cas pour les enquêtées allemandes qui associent l'arrivée d'un enfant à une interruption d'activité. Cela ressort nettement du cas de Claudia (33 ans, étudiante, mariée, sans enfant):

Mon métier est parfait [pour avoir un enfant], c'est clair. Mon mari aussi va devenir enseignant. Mais même si ça semble affreux à entendre, jamais je ne pourrais arrêter de travailler. Je pourrais m'arrêter un an ou deux, mais je serais très malheureuse si je restais à la maison. Ce n'est pas contre les femmes au foyer. J'ai beaucoup de respect pour elles. C'est dix jobs en un, mais je crois que ce serait trop ennuyeux et trop stressant. Je sais que cela paraît un peu paradoxal et contradictoire, mais je ne peux pas le faire. Ma soeur l'a fait pendant cinq ans, moi, je deviendrais dingue. (...) C'est affreux, quand ma soeur parle avec ses copines, elles ne parlent que de ça, leur premier pas, leur premier mot, c'est affreux. C'est pour ça que je voudrais travailler, pour avoir un espace de liberté, pour m'entretenir intellectuellement (...), j'ai besoin d'échanger et... je crois que je peux quand même être une bonne mère.

Q: Pourquoi penses-tu que c'est horrible de dire ça?

Claudia: Oui, on en parle avec d'autres. Et je trouve que c'est horrible de dire des choses pareilles

Le témoignage de Claudia montre la force des normes éducatives en Allemagne qui impliquent un arrêt complet de l'activité des mères pendant les premières années. Parce qu'elle-même n'adhère pas à ce discours, elle estime sa position indéfendable et envisage de ne pas avoir d'enfant, alors que son mari aimerait beaucoup devenir père. Il traduit la force du conflit entre travail et maternité. En Allemagne, interrompre son emploi est une évidence, la question étant de savoir dans quels délais les mères reprendront leur activité professionnelle et

en particulier combien d'heures par semaine, c'est-à-dire à temps partiel ou à temps très partiel. Quant à la décision d'avoir un second enfant, elle semble plus difficile à prendre en Allemagne qu'en France pour les hommes et les femmes interrogés qui évoquent aussi le coût d'un enfant supplémentaire et son impact sur le niveau de vie du ménage. Cet argumentaire n'apparaît pas dans les réponses des enquêtés français qui font valoir au contraire l'impérieuse nécessité de ne pas avoir d'enfant unique ainsi que la possibilité d'économies d'échelle car lorsqu'une organisation a été mise en place pour le premier enfant, il est prévu qu'elle fonctionne sans investissement supplémentaire pour le second. De fait, les coûts d'opportunité d'un deuxième enfant sont plus élevés en Allemagne qu'en France en raison de l'incidence des congés parentaux qui ont un effet non seulement sur le revenu du ménage mais aussi sur la carrière future de la mère⁷.

En d'autres termes, les répondants allemands ont davantage d'attentes à l'égard des moyens financiers nécessaires pour avoir un enfant et jugent nécessaire de planifier au mieux l'arrivée d'un enfant. Une vision qui s'explique d'une part par une conception des besoins matériels de l'enfant plus exigeante qu'en France, et d'autre part par le fait que les couples allemands tablent sur la disparition d'un salaire complet ou partiel pendant des années. Cette approche est congruente avec une perception des rôles masculins et féminins plus différenciée en Allemagne qu'en France.

Une perception du coût des enfants liée aux représentations des rôles parentaux

Les répondants français sont plus proches d'un modèle de famille « dual earner, dual carer », même si celui-ci est loin d'être égalitaire, que du modèle du salaire de complément que l'on entrevoit à travers les entretiens en Allemagne. Martin l'exprime sans détours (29 ans, fiancé, sans enfant, technico-commercial): « Un homme doit être en mesure de subvenir aux besoins de la famille (...) et la femme d'y contribuer ». Cette représentation fortement différenciée des rôles au sein de la famille prévaut en Allemagne ; elle s'exprime en premier lieu par la nécessité d'un emploi stable de préférence pour l'homme. Pour avoir un enfant, il est important que « l'homme ait un emploi stable » dit Amelie (Allemande de 32 ans, célibataire, sans enfant, éducatrice au chômage)

qui précise que si elle était mère, elle préférerait ne pas exercer d'activité professionnelle. Les répondants féminins n'envisagent une activité professionnelle que si la situation financière du ménage le requiert, ou à condition qu'elle coïncide autant que faire se peut, avec les horaires des écoles pour que les enfants n'aient pas à en pâtir.

Julia: « Je suis aussi d'avis que si on se prononce en faveur des enfants, il faut choisir entre enfant et carrière. Les deux ne sont pas compatibles, il y a toujours l'un des deux qui en fait les frais. Et dans ce cas, c'est la carrière et non l'enfant qui devrait en faire les frais. Je pense que lorsque les enfants vont ensuite à l'école, on peut utiliser le temps où ils sont absents de la maison pour aller travailler, mais quand les enfants reviennent à midi du jardin d'enfants ou de l'école, je dois être là (34 ans, célibataire, sans enfant, assistante dentaire)

Nina: « Je voudrais vraiment voir grandir mon enfant, au moins jusqu'à ce qu'il atteigne l'âge d'aller à l'école. L'avoir autour de moi l'après-midi, construire une vraie relation, parce que les trois premières années sont très importantes. Mais après aussi, il faut renforcer ce lien. Qu'il y ait quelqu'un à la maison quand je rentre, que je puisse compter là-dessus. Maman n'est peut-être pas là deux après-midi par semaine, mais le reste du temps si. Et je pense que c'est très important, pour moi aussi, c'est très important. » (30 ans, en couple, sans enfant, étudiante).

En conséquence, bien que de nombreuses femmes parmi les enquêtées en Allemagne souhaitent avoir terminé leurs études avant d'avoir un enfant, la situation professionnelle et financière des femmes n'est généralement pas perçue comme un frein à la concrétisation de projets de fécondité. Qu'il s'agisse d'Amelie, qui est au chômage, de Janine ou de Franziska, qui terminent leurs études, ou de Martina, dont le niveau de revenu est trop bas pour nourrir une famille, toutes envisagent d'avoir un ou plusieurs enfants indépendamment de leur situation économique personnelle. Inversement, la situation professionnelle de l'homme est perçue comme déterminante. Susanne se plaignait du salaire trop bas de son compagnon, qui ne leur aurait pas permis de faire vivre une famille: « Il aurait fallu que je recommence à

travailler toute de suite... » (30 ans, agent d'assurance, en couple non cohabitant, sans enfant). De même, malgré un salaire confortable, Paula ne peut envisager d'avoir un enfant en raison du niveau bas de la rémunération de son mari. Lui-même y est d'ailleurs opposé.

Les répondants masculins intériorisent, en Allemagne, cette aspiration des femmes et considèrent que c'est à eux de faire vivre la famille. Cela ressort nettement des propos de Matthias, certes ironiques, mais qui reflètent au fond sa position: « Moi, c'est l'homme ! Je suis fort. Je dois travailler. » (29 ans, marié, sans enfant, gestionnaire de portefeuilles). Par conséquent, ce sont surtout les hommes qui hésitent à avoir un (deuxième) enfant. Markus souhaite d'abord achever la construction de leur maison et faire le point sur leur situation financière avant de prendre la décision d'avoir un deuxième enfant, alors que sa femme est très désireuse d'avoir ce deuxième enfant sans attendre. De même, Wolfgang, qui a connu des périodes de chômage, préférerait renoncer à un deuxième enfant, bien que leur situation financière soit désormais stable, alors que sa femme estime qu'ils peuvent se limiter, comme ils l'ont déjà fait dans le passé: « Je suis un fanatique de la sécurité. J'ai besoin d'avoir, en arrière-plan, une sécurité financière; ça veut dire qu'il faut toujours que j'aie plus que ce dont j'ai besoin » (34 ans, marié, un enfant, ingénieur). Ce point de vue - avec de forts écarts dans les perceptions des hommes et des femmes - est très répandu dans les entretiens allemands.

Ces propos contrastent avec ceux des répondants français en général pour qui ce qui importe pour envisager d'avoir un enfant, c'est qu'au moins l'un des membres du couple ait un emploi stable, peu importe que ce soit l'homme ou la femme :

Il faudrait qu'au moins l'un des deux travaille » (Franck) ;
« Si c'est la femme qui trouve un travail, c'est bien aussi ! »
(Etienne, 31, marié, deux enfants, agent commercial)

Le statut de femme au foyer est perçu comme un risque supplémentaire dans un contexte où le risque de séparation est important et la situation économique instable. Sylvie l'exprime clairement:

Moi je suis quelqu'un d'autonome et je sacrifierai pas ma vie professionnelle et mes activités pour mes enfants. (...) aujourd'hui la vie n'est pas facile, on a besoin des deux salaires pour réussir. Et du jour au lendemain on peut se dire, bon voilà, je fais ma vie avec quelqu'un d'autre donc on peut se retrouver tout seul et l'assumer. » (28 ans, en couple sans enfant, assistante de gestion).

Tous les répondants français, hommes et femmes, valorisent l'engagement professionnel des femmes, et déprécient le modèle de la « femme au foyer » emblématique d'un modèle dépassé. Cette attitude vis-à-vis des mères au foyer est largement répandue parmi les jeunes générations de parents en France. Cette attitude tranche avec celle qui prévaut en Allemagne de l'ouest où toutes les mères ont opté pour un congé parental suivi d'une reprise à temps partiel et n'envisagent pas de travailler à temps plein - si tant est qu'elles l'envisagent - avant que les enfants soient grands. En dépit de l'impact négatif de l'interruption d'activité des mères sur la situation financière des ménages, faire garder son enfant par un tiers pour pouvoir se maintenir dans l'emploi se heurte à de fortes résistances dans les mentalités en Allemagne. Cela ressort de la faible proportion d'enfants de moins de trois ans pris en charge en journée dans l'ouest du pays, laquelle s'élevait à 7,7% seulement début 2011⁸. Cette faible proportion reflète un rejet vis-à-vis de la prise en charge extérieure des tout-petits, comme le montre une enquête Allensbach menée en 2010 sur les vœux des Allemands à l'égard de la politique familiale. Malgré la pénurie de places d'accueil à l'ouest de l'Allemagne, le souhait d'un essor des modes d'accueil pour les moins de trois ans n'arrive qu'en douzième position parmi les vœux exprimés. Cette enquête corrobore les résultats d'études précédentes (Dorbritz, Lengerer & Ruckdeschel, 2005). Comparant deux sites internet dédiés aux mères en France et en Allemagne, Christiane Dienel (2003) constate de la même manière une certaine fierté des mères en Allemagne à se mettre entièrement au service de leur enfant et à se sentir indispensables. En conséquence, les mères allemandes tendent à se caler sur le rythme de leur enfant, tandis que les mères françaises adaptent leur enfant à leur propre rythme, y compris professionnel. Cette approche traduit la spécificité du rôle des mères tel qu'il est perçu en Allemagne, un rôle qui ne se délègue pas, pas même au père.

Werner (34 ans, marié, un enfant, chef d'entreprise) estime ainsi que :

la vision classique des rôles, c'est que la femme est en partie responsable de l'éducation des enfants et pas l'homme. Ca, c'est la vision théorique. (...). En pratique, je vois que ce n'est pas que de la théorie. C'est difficile pour les femmes de faire autrement. (...) Je pense que les hommes ne peuvent pas se substituer complètement aux femmes.

De la même manière, Stefan (31 ans, étudiant, en couple non cohabitant, sans enfant) souligne que « C'est la responsabilité de la mère, sinon il ne faut pas avoir d'enfant si on se décharge si vite de sa responsabilité à l'égard de l'enfant ».

Aussi, il n'est guère surprenant que la disponibilité de modes d'accueil pour les enfants ne semble pas jouer pas un rôle déterminant dans les décisions de fécondité, d'après certaines études réalisées en Allemagne (Kreyenfeld & Hank, 2000; Ette & Ruckdeschel, 2007). Analysant les changements survenus en Allemagne en matière de politique de soutien aux familles, Jeanne Fagnani (2007) conclut que le problème du financement des modes d'accueil des enfants est devenu mineur au regard des obstacles d'ordre culturel relatifs aux représentations de ce qui est bon et bien pour l'enfant. Cet auteur montrent que les injonctions faites aux mères de jeunes enfants de renoncer à toute activité professionnelle pour s'occuper de leur progéniture restent fortes et bien ancrées dans l'opinion qui assimile encore la mère qui travaille à une « mauvaise mère ». En dépit des campagnes de promotion des modes d'accueil pour les enfants faites par le ministère fédéral depuis maintenant une dizaine d'années, les réticences des parlementaires et d'une partie de l'opinion restent fortes. La perte d'un salaire, induite par l'arrivée d'un enfant, ne s'explique donc pas seulement par l'absence d'infrastructures d'accueil, mais aussi par l'opinion communément répandue que les femmes ont un rôle spécifique à jouer auprès de leurs enfants pendant les premières années de vie. Aussi, l'impact considérable de l'arrivée d'un enfant sur la situation financière des couples est, en Allemagne, à la fois lié au contexte institutionnel et aux normes culturelles relatives à la parentalité.

Les attitudes vis-à-vis des rôles parentaux sont donc fortement

contrastées entre les deux pays. Alors que persiste ce que l'on peut désigner comme une « matrifocalité » en Allemagne en raison de la toute puissance de la compétence maternelle dans les soins et l'éducation des enfants, la spécialisation est moindre dans les couples français où les mères apparaissent moins revendicatives vis à vis de ce rôle. Cette matrifocalité concourt à éloigner le père des soins aux enfants et à renforcer le lien d'exclusivité entre la mère et l'enfant. L'allaitement maternel, symbole de la maternité, et l'assignation faite aux mères de s'y conformer tend à renforcer ce lien d'exclusivité. En France, le taux d'allaitement est relativement modeste puisque seules 40% à 50% des mères allaitent leur enfant au cours de son premier mois. Il est par ailleurs fortement admis que les femmes ont le choix d'allaiter ou non leur enfant, même si ne pas le faire peut-être synonyme de « mauvaise mère » aux yeux des autres. Comme le souligne [Ute Gerhard \(2005\)](#), il existe en Allemagne de l'ouest une sorte d'unanimité autour de la conception du rôle de la mère, une mère fusionnelle qui laisse peu de place au père, et réserve également peu de place pour une construction identitaire alternative ou complémentaire. Interrogée sur la possibilité que son mari prenne un congé parental, étant donné que son salaire est sensiblement inférieur à celui de sa femme, Paula répond : « Il peut aussi lui donner le sein tant qu'on y est. Non, je crois que pour nous, il n'en est pas question » (31 ans, en couple, sans enfant, employée). Dans cette configuration parentale, la place du père reste le plus souvent renvoyée à sa dimension économique de « breadwinner », ce qu'évoquent certains auteurs en termes de « paternité dissuadée » ([Kniebiehler & Neyrand, 2004](#)). Les pères plus disposés à s'impliquer dans les soins et l'éducation des enfants se heurtent alors à des réticences de la part de la mère. Franziska dont le mari a pris 18 mois de congé parental à sa suite précise qu'elle ne le laissera pas faire ainsi pour le second. C'est aussi une opinion partagée par Katrin: « Je ne veux pas le laisser me le prendre » (29 ans, en couple, sans enfant, employée). D'une manière générale, il ressort nettement des entretiens allemands que la plupart des personnes interrogées n'ont pas envisagé l'éventualité pour le père de prendre un congé parental. En d'autres termes, la faible participation des pères au congé parental reflète un modèle traditionnel de parentalité encore fortement ancré en Allemagne et basé sur une spécialisation des rôles parentaux. Les répondants rejettent

le principe d'un congé pris par le père en raison du salaire souvent plus élevé du père, de la forte spécialisation qu'implique l'allaitement, et de la conviction que les hommes n'ont pas les mêmes compétences que les femmes et ne sauraient donc élever les enfants aussi bien qu'elles. Stefan estime ainsi qu'un nourrisson est « très instinctif » et « requiert la mère en premier lieu » (31 ans, étudiant, en couple non cohabitant, sans enfant), tandis que Franziska est d'avis que les hommes n'ont pas « les nerfs aussi solides » que les femmes (29 ans, mariée, un enfant, professeur stagiaire). Cela rejoint la position de Tilman qui ne peut se figurer prendre un congé parental et le justifie par des différences hommes-femmes (37 ans, marié, un enfant, vendeur de voitures): « Elles vivent différemment, c'est pour ça qu'elles sont construites différemment et qu'elles ont d'autres opinions ». Le retrait de la sphère professionnelle qu'entraîne cette perception fortement spécialisée des rôles parentaux en Allemagne place la femme en situation de dépendance financière de l'homme, et « valorise » le mariage en tant qu'engagement du couple. En effet, l'attachement au mariage est fort chez les répondants qui souhaitent avoir un enfant. Le mariage sécurise la situation des femmes et leur permet d'envisager plus sereinement une interruption d'activité. De fait, les répondants allemands estiment qu'il faut être marié pour avoir un enfant, une position qu'on ne retrouve pas dans l'échantillon français où les répondants n'associent guère l'arrivée d'un enfant au mariage, ce qui peut être corrélé à la moindre dépendance financière des femmes par rapport aux hommes. Le mariage n'est en effet pas perçu en France comme moyen pour sécuriser la situation économique de la famille et des individus qui la composent.

Conclusion

Fonder une famille dans un contexte d'insécurité économique et de précarité des conditions d'emploi et de vie est un risque dont les jeunes adultes sont conscients. Ce risque est néanmoins perçu comme plus important en Allemagne qu'en France. Il y a à cela plusieurs raisons. En premier lieu, l'arrivée d'un enfant entraîne une interruption d'activité des mères pendant au moins un an, suivie d'une reprise à temps partiel, ce qui se traduit par un net recul du revenu du ménage. Certes, le nouveau congé parental, entré en vigueur en 2007 outre-Rhin, prend la forme d'un salaire de substitution pendant un an et permet donc de

limiter la perte financière liée à la naissance d'enfant, mais la reprise d'activité des mères se fait, dans l'ouest de l'Allemagne, en règle générale, à temps partiel, ce qui induit une diminution durable du revenu que les aides allouées aux familles ne compensent pas. Et de fait, les répondants allemands ne sont pas satisfaits du soutien que la politique familiale apporte aux familles. La situation est bien différente en France où la plupart des répondants féminins se maintiennent en activité grâce notamment aux possibilités de prise en charge extérieure des enfants et au soutien financier dont bénéficient les familles pour les faire garder. En conséquence, l'arrivée d'un enfant ne s'accompagne pas d'un recul du revenu du ménage et les répondants se disent globalement satisfaits des aides des politiques publiques. Pour finir, les attentes des répondants allemands en termes de bien-être de l'enfant sont sensiblement plus élevées qu'en France. En bref, le risque économique et financier associé à l'arrivée d'un enfant est perçu comme plus important en Allemagne en raison 1) de la perte au moins partielle d'un salaire, 2) d'aides publiques jugées insuffisantes, car elles ne compensent pas cette perte, 3) d'attentes plus élevées en ce qui concerne les moyens nécessaires pour offrir une vie confortable aux enfants.

Ces différences ne sont pas sans conséquences sur les intentions de fécondité des individus. En premier lieu, du fait du risque économique élevé associé à l'enfant, les répondants allemands estiment nécessaire de bénéficier d'une situation professionnelle et financière particulièrement solide pour pouvoir envisager d'avoir un enfant. C'est la raison pour laquelle ils ne laissent pas de place à l'improvisation et tentent, par leurs choix professionnels, de limiter ce risque dans la mesure du possible, alors que les répondants français tendent à estimer que, d'une manière ou d'une autre, « ça ira », ils sauront se débrouiller. En d'autres termes, en raison du maintien de deux salaires en France et des aides de l'Etat pour la prise en charge des enfants, il est plus facile de faire le choix d'un enfant en situation précaire en France qu'en Allemagne.

En second lieu, dans la mesure où ce sont les femmes qui renoncent au moins partiellement à leur activité professionnelle en Allemagne, leur situation professionnelle et économique a moins d'impact sur les décisions de fécondité que celle des pères. Autrement dit, l'insécurité économique des hommes a un impact négatif sur les intentions de fécondité en Allemagne, contrairement à celle des femmes, une

différence qu'on n'observe pas en France où le salaire de la femme compte autant que celui de l'homme. Qui plus est, confronté à cette pression de faire vivre une famille, les hommes, plus que les femmes, tendent à vouloir limiter le nombre d'enfants outre-Rhin, alors que les intentions de fécondité sont comparables pour les hommes et les femmes en France.

Enfin, les entretiens français montrent à quel point les politiques publiques peuvent atténuer le ressenti de l'insécurité économique et de ses effets sur la formation d'une famille est néanmoins modulé par d'autres considérations. Les politiques de soutien à la parentalité et notamment à la garde des jeunes enfants influent sur la représentation de l'enfant comme risque, en favorisant la participation des mères au marché du travail et en permettant ainsi le maintien de deux salaires. Alors que la plupart des familles allemandes vivent d'un revenu composé d'un salaire et demi, les effets de l'insécurité économique sur la décision d'avoir un enfant semblent plus sensibles qu'en France en dépit d'une exposition plus forte au chômage et à la précarité de l'emploi. En d'autres termes, les politiques de garde d'enfants jouent un rôle dans la perception de l'insécurité, en réduisant le conflit entre travail et responsabilités familiales. Néanmoins, les politiques publiques ne peuvent avoir d'impact qu'à la condition de répondre aux attentes de la population. Le rejet, en Allemagne, de la prise en charge extérieure des enfants limite les possibilités d'action des pouvoirs publics. Les normes éducatives hostiles à l'activité professionnelle des mères d'enfants en bas âge expliquent sans aucun doute le faible impact de la réforme du congé parental et l'essor très réduit des modes de garde pour les toutpetits outre-Rhin. En d'autres termes, certes, les politiques publiques peuvent jouer un rôle important en diminuant le sentiment d'insécurité économique des individus, mais à la condition de véhiculer le modèle éducatif dominant dans le pays. En d'autres termes, le sentiment d'insécurité n'est pas seulement lié au cadre institutionnel, mais aussi au contexte culturel. Le modèle de l'homme pourvoyeur économique s'accompagne d'un sentiment d'insécurité économique plus fort, nécessitant des bases financières plus solides pour pouvoir envisager de fonder une famille.

Remerciements

La recherche dont est issu cet article a bénéficié d'un financement de la commission européenne dans le cadre du 7^e programme cadre (convention n° 217173- (REPRO). Nous remercions Laura Bernardi et Clémentine Rossier qui ont initié la partie qualitative de cette recherche ainsi que Sara Brachet qui a réalisé les entretiens français et Laure Guégan pour sa contribution à l'exploitation.

Notes

¹ En référence à un film produit au milieu des années 2000 montrant les difficultés d'un jeune adulte prénommé Tanguy à s'émanciper de ses parents. Le phénomène Tanguy est devenu symbole des difficultés rencontrées par les jeunes pour devenir autonomes.

² Actuellement, 100% des mères optent pour un congé parental en Allemagne. Par conséquent, les statistiques reflètent bien la situation des jeunes mères dans le pays.

³ Aux entretiens allemands ont été ajoutés dix entretiens de conjoints, car ceux-ci permettent de mieux appréhender les négociations au sein des couples.

⁴ D'après l'enquête Gender and Generations (GGG), 27,2% des hommes et 16,6% des femmes de 20 à 39 ans ne souhaitent pas avoir d'enfant dans l'ouest du pays, contre 21,1% et 5,8% à l'est (Dorbritz, Lengerer, & Ruckdeschel, 2005). Les intentions de fécondité semblent toutefois remonter : Selon une enquête réalisée par l'Institut Allensbach à la demande du ministère de la Famille, 18% des personnes de 16 à 49 ans déclaraient en 2011 ne pas vouloir d'enfant contre 20% en 2008 (Allensbach, 2011).

⁵ Les mini-jobs, également appelés jobs à 400 euros, sont des emplois rémunérés à hauteur de 400 euros par mois, au maximum. Les salariés ne versent ni impôts ni charges sociales, tandis que les employeurs paient des charges forfaitaires s'élevant à 25% du salaire versé (Lestrade, 2004).

⁶ Cela ressort en particulier de l'âge moyen des Allemands à l'obtention de leur diplôme de fin d'études qui s'élève à près de 28 ans pour l'université (bac+5) comme pour les formations type IUP (bac + 4) (Feuerstein, 2008). Deux raisons à cela : D'une part, les jeunes Allemands débutent leurs études plus tard que les Français, en moyenne à 21,5 ans contre 18,8 ans en France (Observatoire national de la vie étudiante (OVE), <http://www.eurostudent.eu>). D'autre part, de nombreux jeunes Allemands ont un parcours discontinu, certains choisissant après l'obtention d'un diplôme de fin de seconde, de rattraper le niveau baccalauréat pour suivre des études supérieures, tandis que d'autres optent pour une année sociale ou reprennent leurs études après plusieurs années d'activité professionnelle. Ces parcours segmentés sont moins fréquents en France. Inversement, si les jeunes Français débutent plus tôt leurs études et les terminent plus tôt, ils entrent, en moyenne, souvent plus tard sur le marché du travail, tous diplômés confondus. Cette différence dans les parcours est signalée par la proportion de bacheliers : 70% d'une classe d'âge en France contre 30% en Allemagne.

⁷ Cette incidence pourrait toutefois évoluer en raison de la réforme du congé parental et de la politique de soutien aux parents qui a eu lieu au milieu des années 2000.

⁸ Il s'agit des enfants de moins de trois ans accueillis pour une durée minimale de sept heures par jour (www.destatis.de).

Références

- Beck, U., & Beck-Gernsheim, E. (2002). *Individualization*. London: Sage.
- Bernardi, L., Klärner, A., & von der Lippe, H. (2008). Job instability and parenthood. *European Journal of Population*, 24 (3), 287-313.
- Brachet S., & Salles A. (2011). Etre père en France et en Allemagne: entre représentations et pratiques. *Informations sociales*, 163, 62-70.
- Brachet, S., Letablier, M-T., & Salles, A. (2010). Devenir parents en France et en Allemagne: normes, valeurs, représentations. *Politiques sociales et familiales*, 100, 79-92.
- Breton, D., & Prioux, F. (2009). Analyse de l'infécondité en France et en Allemagne : des lectures différentes d'un phénomène de plus en plus fréquent ?, Communication au *Congrès européen de démographie (EAPS)*, Marrakech.
- Dienel, C. (2003). Die Mutter und ihr erstes Kind: individuelle und staatliche Arrangements im europäischen Vergleich. *Zeitschrift für Familienforschung*, 15 (2), 120-145.
- Dorbritz, J. (2008). Germany: Family diversity with low actual and desired fertility. *Demographic Research*, 19 (17), 557-598.
- Dorbritz, J., Lengerer, A., & Ruckdeschel K. (2005). *Einstellungen zu demografischen Trends und zu bevölkerungsrelevanten Politiken. Ergebnisse der PPA Study in Deutschland*. Wiesbaden: Bundesinstitut für Bevölkerungsforschung.
- Dorbritz, J., & Fux, B. (1997). *Einstellungen zur Familienpolitik in Europa. Ergebnisse eines vergleichenden Surveys in den Ländern des European Comparative Survey on Population Policy Acceptance (PPA)*. Boldt, München: Schriftenreihe des Bundesinstituts für Bevölkerungsforschung.
- Esping-Andersen, G. (1990). *The Three Worlds of Welfare Capitalism*. Cambridge: Polity Press.
- Ette, A., & Ruckdeschel, K. (2007). Grandma makes the difference! The impact of institutional and informal support for parents on their further fertility intentions. *Zeitschrift für Bevölkerungswissenschaft*, 1(2), 51-72.

- Fagnani, J. (2007). Family policies in France and Germany: Sisters or distant cousins? *Community, Work and Family*, 1, 39-56.
- Fagnani, J. (2002). Why do French Women have more Children than German Women? Family Policies and Attitudes towards Childcare outside the Home. *Community, Work and Family*, 5 (1), 103-119.
- Feuerstein, T. (2008). Entwicklung des Durchschnittsalters von Studierenden und Absolventen an deutschen Hochschulen seit 2000. *Wirtschaft und Statistik*, 7, 603-608.
- Gerhard, U. (2005). Mothers between individualization and institutions: Cultural aspects of welfare policies. In: U.Gerhard et al.(Dir.), *Working Mothers in Europe.A comparison of Policies and Practices*. (pp. 18-40). Cheltenham, UK: Edward Elgar.
- Guérin-Pace, F., Samuel, O., & Ville, I. (Dir.). (2009). *En quête d'appartenances. L'enquête histoire de vie sur la construction des identités*. Paris : Les éditions de l'INED.
- Hornung, A. (2011). Avoir trois enfants ou plus en France et en Allemagne - l'évolution des familles nombreuses. In: S.Gouazé, A.Salles & C. Prat-Erkert. *Les enjeux démographiques en France et en Allemagne. Réalités et conséquences*. (pp. 35.54). Villeneuve d'Ascq: Septentrion.
- Institut für Demoskopie Allensbach, Monitor Familienleben. (2011). *Einstellungen und Lebensverhältnisse von Familien, Ergebnisse einer Repräsentativbefragung im Auftrag des Bundesministeriums für Familie*. http://www.ifd-allensbach.de/pdf/Familienleben_2011.pdf?archivArticleID=1084076.
- Institut für Demoskopie Allensbach, Monitor Familienleben. (2010). *Einstellungen und Lebensverhältnisse von Familien. Ergebnisse einer Repräsentativbefragung*. <http://www.bmfsfj.de/RedaktionBMFSFJ/Abteilung2/PdfAnlagen/familienmonitor2010,property=pdf,bereich=bmfsfj,sprache=de,rwb=true.pdf>
- Knibiehler, Y., & Neyrand, G. (2004). *Maternité et parentalité*. Rennes: Editions ENSP.

- Kreyenfeld, M., & Hank, K. (2000). Does the availability of child care influence the employment of mothers? Finding from Western Germany. *Population Research and Policy Review*, 19, 317-337.
- Kreyenfeld, M. (2005). *Economic Uncertainty and Fertility Postponement. Evidence from German Panel Data* (MPIDR Working papers WP 2005-034). Rostock.: Max Planck Institute for Demographic Research.
<http://www.demogr.mpg.de/papers/working/wp-2005-034.pdf>.
- Kreyenfeld, M. (2010). Uncertainties in female Employment careers and the postponement of parenthood in Germany. *European Sociological Review*, 26 (3), 351-66.
- Letablier, M.T., & Salles, A. (2011). *Labour market uncertainties for the young workforce in France and Germany: Implications for family formation and fertility* (Report for the GUSTO research project, WP3). Brussels: European 7th Framework Program.
- Lestrade, B. (2004). Réforme des mini-jobs et création d'emploi. *Regards sur l'économie allemande*, 67, 15-20.
- Letablier, M-T. (2008). Why France has high fertility: The impact of policies supporting parents. *The Japanese Journal of Social Security Policy*, 7 (2), 41-56.
- Lewis, J. (1992). Gender and the Development of Welfare Regimes. *Journal of European Social Policy*, 2 (3), 159-73.
- Luci, A., & Thévenon O. (2011). La fécondité remonte dans les pays de l'OCDE: est ce dû au progrès économique?. *Population & Sociétés*, n° 481.
- Mazuy, M., & Rosée V. (2008). *Infertilité ressentie et pression sociale à concevoir : analyse sociodémographique du recours à l'aide médicale à la procréation en France* (Rapport final pour la région Ile-de-France). Paris: INED.
- Méron M., & Widmer I. (2002). Les femmes au chômage retardent l'arrivée du premier enfant. *Population*, 57 (2), 327-356.
- OCDE. (2010). *Employment in Europe*. Luxembourg: Publications Office of the European Union.
- Pailhé A., & Solaz A. (2011). Does job insecurity cause missing births in a high fertility European country? Evidence from France. Document de travail. *INED*, 169, 26.

- Pailhé A. (2010). Effet attendu de la crise actuelle sur les naissances. Quelques hypothèses. *Politiques sociales et familiales*, 100, 97-103.
- Pison G. (2011). Deux enfants par femme dans la France de 2010 : la fécondité serait-elle insensible à la crise économique?. *Population & Sociétés*, n° 476.
- Régnier-Loilier A. (2007). Avoir des enfants en France. Désirs et réalités. *INED*, 159.
- Rübenach S. (2010). *Alles beim alten: Mütter stellen Erwerbstätigkeit hinten an. Statmagazin. Statistisches Bundesamt*. Wiesbaden.
- Salles A., Rossier C., & Brachet S. (2010). Understanding the long term effects of family policies on fertility: the diffusion of different family models in France and Germany. *Demographic Research*, 22, 34, 1057-96.
- Statistisches Bundesamt. (2011). *Öffentliche Sozialleistungen, Statistik zum Elterngeld, Gemeldete beendete Leistungsbezüge, Jahr 2010*. Wiesbaden.
- Thévenon O., & Luci A. (2011). La fécondité remonte dans les pays de l'OCDE : est-ce dû au progrès économique ?. *Population & Sociétés*, n° 481.
- Toulemon L., & Testa M-R. (2005). Fécondité envisagée, fécondité réalisée : un lien complexe. *Population & Sociétés*, n° 415.
- Van de Velde C. (2008). *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Zelizer V. A. (1994). *Pricing the priceless child: The changing social value of children*. New York: Princeton University Press.

Marie-Thérèse Letablier is researcher at the Centre National de la Recherche Scientifique - CNRS - and research associate at the Institut national d'études démographiques - INED- Paris.

Anne Salles is assistant professor at Université Paris IV Sorbonne and research associate at the Institut national d'études démographiques - INED- Paris.

Contact address: CNRS/CES, université Paris 1, 106/112 Bd de l'Hôpital, 75013 Paris
E-mail: marie-therese.letablier@univ-paris1.fr